

Vers l'accélération du désendettement de la France



Le désendettement des Etats

Le gouvernement français souhaite accélérer le désendettement de la France. Depuis les années 2000, il est très supérieur à la limite de 60 % du PIB, règle fixée par l'UE. Pour un État, les principaux leviers pour réduire son endettement sont la baisse des dépenses publiques ou la hausse des impôts.

L'actualité

« Nous voulons accélérer le désendettement de la France », a déclaré jeudi dernier Bruno Le Maire lors de la présentation du nouveau programme de stabilité du pays. Le ministre de l'Économie a fixé comme objectif de ramener la dette publique à 108,3 % du PIB (la production totale de biens et de services) en 2027, contre 111,6 % en 2022. La dette publique comprend celle de l'État, de la Sécurité sociale, des collectivités territoriales et des organismes d'administration centrale.

En application du Pacte de stabilité et de croissance adopté en 1997, les États membres de l'Union européenne doivent transmettre chaque année au mois d'avril un programme de stabilité à la Commission européenne, qui veille à l'application correcte de la législation européenne sur le territoire de l'UE. Ce document présente l'évolution des finances publiques pour l'année passée, l'année en cours et, au moins, les trois années suivantes. Dans l'UE, les États membres sont tenus de maintenir leur dette publique sous un plafond représentant 60 % de leur PIB. La France a dépassé ce plafond depuis les années 2000, sans se voir infliger de sanctions. En mars 2020, la Commission européenne a décidé de suspendre les règles budgétaires en raison du Covid-19. Du fait de la guerre en Ukraine, cette suspension est prolongée jusqu'à fin 2023.

Les limites de l'endettement

Les États doivent s'endetter lorsque leurs dépenses sont supérieures à leurs recettes, principalement issues des impôts. Pour emprunter cet argent, l'État se tourne le plus souvent vers les marchés financiers : il émet des obligations souscrites par des investisseurs tels que les banques et les compagnies d'assurance. Ces titres de dette donnent lieu au paiement annuel d'un intérêt et doivent être remboursés à leur échéance. Contrairement à un particulier, un État peut maintenir une dette permanente en émettant de nouveaux titres lorsqu'il doit en rembourser une partie, tant qu'il garde la confiance des investisseurs. Il doit donc apparaître comme étant solvable. Dans le cas contraire, les investisseurs réclament des intérêts de plus en plus élevés pour souscrire de nouveaux titres de dette, accroissant ainsi la charge de la dette (le paiement des intérêts). Ils sont aussi susceptibles de suspendre tout nouveau financement. C'est donc pour maintenir leur solvabilité que les États cherchent à se désendetter.

Les facteurs de désendettement

Pour un État, la manière la plus indolore de se désendetter est d'enregistrer une forte croissance économique. Pour le comprendre, rappelons que la dette publique est souvent exprimée en pourcentage du PIB. De ce fait, si la dette progresse moins vite que le PIB, le ratio de dette sur PIB diminue mécaniquement. Les économistes et les dirigeants politiques considèrent généralement que la baisse de ce ratio signifie que l'État se désendette, même si le montant de la dette augmente. Cependant, la croissance économique est un levier qui ne dépend pas uniquement des politiques publiques et qui est tributaire de la conjoncture internationale. Pour être certains de se désendetter, les États peuvent actionner deux autres leviers : la baisse des dépenses publiques ou l'augmentation des impôts. Ces deux options présentent des risques. Elles peuvent entraîner une baisse du PIB et donc une hausse du ratio d'endettement. Pour désendetter la France, le gouvernement actuel ne prévoit pas d'augmenter les impôts. Il prévoit de diminuer les dépenses publiques, mais n'a pas encore précisé comment.

Fin 2022, la dette publique de la France s'élevait à 2 950 milliards d'euros, soit 111,6 % du PIB, selon l'institut national de statistiques Insee. En 10 ans, elle a fortement augmenté en valeur (1 060 milliards d'euros en plus) et en proportion du PIB (90,6 % fin 2012). 80 % de la dette publique provient de l'État.

L'effet positif de l'inflation

« Une inflation plus forte est réputée réduire le poids de la dette publique », rappelait dans une note de 2022 le [Haut Conseil des finances publiques](#), un organisme français indépendant chargé d'apprécier le réalisme des prévisions du gouvernement. Cette idée repose sur le fait que l'inflation, qui correspond à une augmentation générale et durable des prix, conduit mécaniquement à une augmentation du PIB en valeur. Dans le même temps, l'inflation n'a aucun effet sur la dette publique héritée du passé : elle n'augmente pas [le montant de cette dette](#), ni même les taux d'intérêt des emprunts déjà contractés par les États. De ce fait, le ratio dette publique sur PIB diminue.

L'effet négatif de l'inflation

L'inflation peut également, sous certaines conditions, avoir un [effet contraire sur le poids de la dette](#). C'est le cas si une forte inflation s'installe et finit par inciter les ménages et les entreprises à réduire leurs dépenses de consommation et d'investissement. Dans ce contexte, l'inflation n'entraîne plus une augmentation du PIB suffisante pour que le ratio dette publique sur PIB diminue. Si un gouvernement cherche à lutter contre les effets de l'inflation, par exemple en finançant des mesures de soutien du [pouvoir d'achat](#) des ménages, il va creuser son [déficit public](#). L'État va donc devoir emprunter davantage pour couvrir ce surcroît de déficit, ce qui augmente son endettement. Là encore, l'effet sur le ratio dette publique sur PIB sera négatif.

L'inflation a aussi pour conséquence d'inciter les investisseurs à exiger des taux d'intérêt plus élevés. Par exemple, l'État français emprunte actuellement à 10 ans autour de 3 %, contre environ 0,1 % il y a trois ans. De ce fait, la charge de la dette augmente.

Pour aller plus loin

EXEMPLES HISTORIQUES

Quand un pays doit-il se désendetter ? Pour répondre à cette question, les chercheurs Gérard Béaur et Laure Quennouëlle-Corre expliquent en quoi consiste le [surendettement](#) pour un État, dans un article publié en 2020 dans le magazine numérique Mondes Sociaux. Ils étayent leur analyse avec de nombreux exemples historiques.

[Lire leur article.](#)

RÔLE DE L'INFLATION

L'[inflation](#) peut avoir des effets contradictoires sur le désendettement des États. Dans un article publié en 2022 sur son blog, l'économiste François Ecalte explique de manière didactique les indicateurs à prendre en compte pour le comprendre, tels que le solde primaire stabilisant et le [taux d'intérêt](#) apparent de la dette.

[Lire sa présentation.](#)

Source : <https://www.brief.eco/>